

1. Contexte

Conformément aux articles 98 à 103 de la loi-programme du 27 décembre 2021 et à l'arrêté royal du 18 octobre 2022 *fixant l'entrée en vigueur des articles 98 à 102 de la loi-programme du 27 décembre 2021*, le gouvernement belge a décidé de mettre en place pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2025 des mesures relatives au transport de fret ferroviaire organisant le transfert modal.

2. Champ d'application

Pour bénéficier de la réduction de la redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire relative au transport de fret ferroviaire organisant le transfert modal, les activités des candidats doivent :

- être couvertes par un contrat conclu avec Infrabel dans le cadre du processus de répartition des capacités de l'infrastructure ferroviaire visé aux articles 27 et suivants du Code ferroviaire ;
- concerner un transport de marchandises, à l'exclusion des parcours à vide, des parcours organisés par des associations touristiques et de la circulation des autres trains tels que les organismes notifiés, les trains techniques et les trains organisés pour le transfert de matériel entre des installations ;
- être réalisées dans la période d'application qui s'étend du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2025.

En outre, afin de pouvoir bénéficier de la réduction de la redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire relative au transport de fret ferroviaire organisant le transfert modal, les candidats doivent au préalable fournir à Infrabel une déclaration sur l'honneur (cf. annexe B.2.4 ou B.3.2 du document de référence du réseau) qui atteste qu'ils respectent les conditions particulières reprises au point 5 ci-après. Cette attestation est annexée au contrat d'utilisation de l'infrastructure pour les entreprises ferroviaires et au contrat de réservation des capacités pour les candidats non-entreprises ferroviaires et est transmise par Infrabel au Service Public Fédéral Mobilité et Transports.

3. Nature de l'intervention

Les mesures relatives au transport de fret ferroviaire consistent en un système de réduction de la redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire. Il s'agit concrètement d'une réduction linéaire de maximum 1,20 euros par train-kilomètre effectivement parcouru sur le réseau belge au cours de la période d'application.

Si, au cours d'un trimestre¹, le total des réductions auxquelles les candidats concernés peuvent prétendre dépasse la provision dont dispose Infrabel en application de l'article 100 de la loi-programme du 27 décembre 2021, les réductions pour ce trimestre sont limitées au prorata de la provision disponible, et ce de manière uniforme sur l'ensemble des trains-kilomètres parcourus au cours du trimestre qui bénéficient de la réduction de la redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire relative au transport de fret ferroviaire organisant le transfert modal. Dans un tel cas de figure, la réduction linéaire est inférieure à 1,20 euros par train-kilomètres effectivement parcouru.

¹ Par trimestre, il est entendu la période qui court du 1^{er} janvier au 31 mars, ou du 1^{er} avril au 30 juin, ou du 1^{er} juillet au 30 septembre, ou du 1^{er} octobre au 31 décembre.

4. Modalité de paiement des interventions

La réduction de la redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire est calculée en fonction des trains-kilomètres parcourus chaque trimestre et est matérialisée par Infrabel sous la forme d'une note de crédit aux candidats répondant aux conditions susvisées. Les versements d'Infrabel ont lieu à l'issue du trimestre au cours duquel les circulations ont eu lieu et au plus tard un mois après le versement par l'Etat à Infrabel de la provision visée à l'article 100 de la loi-programme du 27 décembre 2021.²

5. Conditions particulières à respecter par les bénéficiaires

Les candidats contre lesquels des injonctions de remboursement ont été décidées par la Commission européenne ne peuvent bénéficier de la réduction de la redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire relative au transport de fret ferroviaire organisant le transfert modal pour autant que les montants visés par l'injonction n'ont pas été remboursés.

Les entreprises en difficultés, telles que définies par la Commission européenne dans les lignes directrices concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers, ne sont pas éligibles au bénéfice de la réduction de la redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire relative au transport de fret ferroviaire organisant le transfert modal.

Les candidats fournissent toute information complémentaire exigée par le ministre compétent ou le SPF Mobilité et Transports, permettant de vérifier le bon respect des conditions d'octroi, dans un délai de 15 jours ouvrables.

N.B. Lorsque le ministre compétent ou le SPF Mobilité et Transports constate qu'une réduction de redevance a bénéficié à une entreprise qui ne respectait pas les conditions d'octroi au moment de l'application de la réduction, cette réduction est remboursée à l'État par le bénéficiaire dans un délai d'un mois. En l'absence de paiement dans ce délai, le Roi ou son délégué charge l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement du recouvrement par voie de contrainte des aides concernées indûment perçues, conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949. Les montants indus ainsi recouverts reviennent au Trésor.

² Par exception, les paiements relatifs aux trois premiers trimestres de l'année 2022 seront effectués dans le mois suivant la réception par Infrabel de la provision visée à l'article 100 de la loi-programme du 27 décembre 2021 (prévu fin 2022).